AFFAIRE :

**SOCIETE DE
PERFORMANCE
TRANSPORT LOGISTIQUE
(SCPA JUSTICIA)**

**C/
AFRICA GLOBAL
LOGISTICS NIGER SA EX
BOLLORE TRANSPORTS
ET LOGISTICS NIGER
(SCPA LBTI AND
PARTNERS)**

DECISION :

- Rejette la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité soulevée par la Société Africa Global Logstics Niger ;
- Déclare recevable l'action de la Société Performance Transport Logistique, régulière en la forme ;
- Au fond, la déboute de sa demande en paiement de frais d'immobilisation, comme étant mal fondée ;
- Par contre, déclare fondée sa demande en réparation pour rupture abusive de contrat ;
- Lui alloue en conséquence, la somme de trente millions (30.000.000) FCFA à titre de dommages- intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- Condamne la société Africa Gobal Logistics Niger à lui verser ladite somme ;
- Déboute la société Africa Gobal Logistics Niger de ses demandes reconventionnelles ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire ;
- Condamne la Société Africa Gobal Logistics Niger aux dépens.

Le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du vingt-un août deux mille vingt-quatre, tenue au Palais dudit Tribunal par Madame **FATI MANI TORO**, Présidente, en présence des messieurs **GERARD ANTOINE BERNARD DELANNE** et de **LIMAN BAWADA HARISSOU**, tous deux Juges Consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maitre **ABDOU DJIKA NAFISSATOU**, Greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

SOCIETE DE PERFORMANCE TRANSPORT LOGISTIQUE : en abrégé Performance Trans SARLU, Société à Responsabilité Limité Unipersonnelle, ayant son siège social à Niamey, quartier route Filingué ; BP : 11.696 Niamey / Niger, représentée par son Gérant Monsieur Salifou Panga Amadou Toudiani, assistée de la SCPA Justicia, Avocats Associés, Koira Kano (KK28), Boulevard Askia Mohamed, BP : 13.851, Niamey-Niger, Tel : 20.35.21.26, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites.

Demanderesse,
D'une part

ET

AFRICA GLOBAL LOGISTICS NIGER SA, EX BOLLORE TRANSPORTS ET LOGISTICS NIGER : Société Anonyme, ayant son siège social à Niamey ; quartier Maison Economique, représentée par son Directeur Général, assisté de la SCPA LBTI & Partner, société professionnelle d'avocats, 86 avenue du Diamangou, Rue PL 34, BP : 343 Niamey, au siégé de laquelle domicile est élu.

Défenderesse,
D'autre part

LE TRIBUNAL

Par acte d’huissier date du 07 juin 2024, la société Performance Transport Logistique, en abrégé Performance Trans Sarlu assistée de la SCPA JUSTICIA avocats associés assignait la société Africa Global Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) devant le tribunal de commerce de céans à l’effet d’y venir la société Africa Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) pour s’entendre : déclarer recevable son action ; la condamner à lui payer la somme de 576 000 000 FCFA pour dix (10) mois d’immobilisation des camions ; la condamner, en outre, au paiement de la somme de deux cent millions (200 000 000) FCFA en réparation de tous préjudices subis ; la condamner à payer la somme de quinze millions (15 000 000) FCFA au titre de frais irrépétibles dont distraction au profit de la SCPA JUSTICIA , avocats associés ; ordonner l’exécution provisoire nonobstant toutes voies de recours ; condamner la société Africa Global Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) aux dépens ;

Elle expliquait qu’en vertu d’un accord de collaboration commerciale en date du 1^{er} mars 2020 renouvelé le 1^{er} mars 2022, elle avait fourni des prestations de transport de marchandises au profit de la société Africa Global Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) en qualité de cocontractante et de donneur d’ordre ; elle mettait à cet effet en circulation 33 camions pour le transport de marchandises en provenance du port autonome de Cotonou pour le compte de celle-ci au profit de la SOMAIR ;

Elle ajoutait que les camions étaient en route pour Arlit lorsqu’ils furent immobilisés à la frontière entre Bénin et le Niger à la suite des sanctions prononcées par la CEDEAO contre le Niger le 30 Juillet 2023 en réaction au coup d’État Militaire intervenu le 26 Juillet 2023 ; de plus, 15 autres camions furent bloqués en territoire nigérien ;

Il déclarait que le donneur d’ordre, informé de l’impossibilité de poursuivre l’itinéraire initialement convenu en lui proposant le corridor Bénin-lomé-Ouaga-Niamey suivi par les autres transporteurs, s’est opposé à ladite proposition en promettant de trouver une autre solution ;

Elle les obligea alors à une immobilisation prolongée engendrant divers préjudices dont des cas de vol de batteries, d'alternateurs, de gasoil, d'affaissement de camions suite à la dégradation de pneus ;

Elle sollicitait, alors, de celle-ci la somme de 100 000 FCFA par jour par camion en lui adressant une facture de 772 600 000 FCFA au 31 Janvier 2024 ; la société Africa Global Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) admettait le principe de la réparation en proposant la 3 000 000 FCFA par camion qu'elle rejetait contre la somme de 50 000 FCFA par jour par camion avant de s'entendre sur la somme 40 000 FCFA par jour conformément à l'arrêté du 21 décembre 1984 fixant les pénalités d'immobilisation des véhicules de transport routier de marchandises ;

Elle exposait que la société Africa Global Logistics Niger SA (Ex Bolloré Transports et Logistics Niger) s'opposait à l'application dudit arrêté en réitérant sa proposition antérieure de 3 000 000 FCFA par camion ;

Face à son refus et à son insu, elle contactait directement les transporteurs pour leur remettre ladite somme et les obligeant à suivre le corridor déjà proposé en l'absence de tout lien contractuel en violation du principe de la bonne foi dans l'exécution des contrats ;

Ainsi, elle invoquait les articles 1134, 1135 et 12 de l'acte uniforme relatifs aux contrats de transport de marchandise à l'appui de ses prétentions;

Par conclusions en défense en date du 28 juin 2024, la société Africa Global Logistics Niger sollicite du tribunal au principal et en la forme de déclarer irrecevable l'action de la demanderesse et la condamner aux dépens ; à titre subsidiaire au fond, constater que les transporteurs ont perçus les frais d'immobilisation en raison de 3 000 000 FCFA par camion ; en conséquence, débouter la société PERFORMANCE LOGISTIQUE de ses demandes en la condamner à lui verser la somme de 100 000 000 FCFA à titre de frais irrépétibles et dommages et intérêts pour procédure abusive en sus des dépens ;

Elle expliquait qu'elle est liée à la demanderesse par un accord-cadre signé le 1^{er} mars 2022 pour une durée de 4 ans dans le cadre duquel des marchandises devraient être acheminées par

celle-ci par voie terrestre de Cotonou à Arlit pour le compte de la SOMAIR. Ces marchandises composées de produits chimiques nécessaires au traitement du minerai d'Uranium devraient passer par le corridor légal conformément à la législation douanière prévue à cet effet et dont la violation est réprimée, en plus de l'insécurité de la zone des trois frontières ;

Elle exposait que le changement d'itinéraire n'est possible que sur la base d'une autorisation accordée par le Directeur Général de la Douane Béninoise en affirmant qu'elle est, également, respectueuse de lois et règlements en vigueur au plan national, communautaire et international en vertu de son code de conduite ;

Ainsi, le coup d'état du 26 juillet 2023 intervenu au Niger a engendré des sanctions communautaires dont la fermeture des frontières qui bloquait leur marchandise à la frontière du Benin ;

Elle indiquait que l'utilisation des voies de contournement serait une violation des sanctions communautaires en plus des modifications au plan douanier qui en découleront ; aussi, les marchandises qu'elle transporte ne sont pas éligibles à la procédure dérogatoire accordée par le TOGO par lettre du 15 septembre 2023 qui ne permettait que le passage des aides humanitaires ;

Estimant que le scénario proposé par la demanderesse n'étant pas envisageable, elle décidait d'attendre la levée des sanctions ; ce qui poussait celle-ci à lui envoyer une facture de 772 600 000 FCFA correspondant à 5918 jours de stationnement qu'elle rejetait ; elle sollicitait l'application de l'arrêté du 21 décembre 1984 alors qu'elle ne concerne pas le cas d'espèce ;

Face au rejet de la somme proposée, la demanderesse fut mise en demeure d'accepter la proposition de 3 000 000 FCFA par camion par lettre du 26 Mars 2024 sous peine de résiliation du contrat après 48h sachant qu'elle avait été payée pour le trajet ;

L'offre ayant été rejetée par la demanderesse, les conducteurs de camions saisis du montant l'ont accepté sans difficulté avant de transporter les marchandises à bon port ;

Elle estimait que le contrat étant résilié, la demanderesse, n'étant propriétaire d'aucun camion et ne disposant d'aucun

mandat de la part des propriétaires, n'a pas la qualité pour intenter une action en leur nom ;

Elle soutenait que la demanderesse est mal fondée à demander des frais d'immobilisation car non seulement les camionneurs ont reçu un forfait de ce fait et qu'elle n'indique pas avoir exposé des frais pour les besoins de la demande d'instruction prévue à l'article 12 de l'AUTMR ;

Elle indiquait qu'en droit et en jurisprudence le coup d'état militaire est considéré comme un cas de force majeure, conformément à l'arrêt du 29 juin 2023 de la CCJA, raison pour laquelle elle n'a pas engagé la responsabilité de celle-ci et elle ne peut lui demander, non plus, de payer des frais d'immobilisations et des dommages et intérêts ;

Elle ajoutait que la levée des sanctions leur avait permis d'utiliser l'option du corridor de contournement en conformité avec son code de conduite ;

De plus, la demanderesse ne peut lui reprocher la mauvaise foi pour avoir offert le montant qu'elle a rejeté au conducteur des camions pour lui livrer la marchandise suivant l'option du corridor de contournement ; c'est plutôt, elle qui est de mauvaise foi pour avoir voulu s'enrichir irrégulièrement en montant les enchères sans se soucier des difficultés de son cocontractant ;

Elle estimait, ainsi, en vertu des articles 1149, 1150 et 1151 du code civil c'est à tort qu'elle réclame la somme de 200 000 000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

Par conclusions en duplique en date du 12 juillet 2024, la société performance Transport Logistique sollicite du tribunal de rejeter les demandes de la défenderesse et de faire droit aux siennes ;

Elle exposait que sa qualité pour agir est liée au contrat de collaboration du 1^{er} mars 2022 duquel il résulte le préjudice à réparer et en vertu des articles 2 b, k ; 3 et 16.4 de l'acte uniforme relatifs aux contrats de transport, le défendeur n'est lié juridiquement à aucun propriétaire de camions ; c'est elle qui fournit les camions et les chauffeurs en vertu de l'article 3.1 de l'accord sans qu'elle soit propriétaire dudit camion ;

Elle estimait non seulement que le paiement des frais d'immobilisations entre les mains des propriétaires de camions ne lui est pas opposable car ceux n'ont pas la qualité à cet effet sans son accord et en vertu de l'article 1239 du code civil, le paiement réalisé entre les mains d'une personne non investi du pouvoir de le recevoir n'est pas valable mais aussi que l'article 12 point 4 permet le remboursement des frais acquis dès lors que le transporteur a demandé des instructions à son donneur d'ordre après l'avoir informé de l'impossibilité de poursuivre la livraison ; c'est qu'elle a fait en proposant un corridor de contournement qui fut réfuté ;

Elle indiquait que le coup d'état comme cas de force majeure ne peut être évoquée en matière contractuelle que s'il a pour effet de suspendre l'exécution du contrat lorsque l'impossibilité d'exécution est temporaire ; que durant la période de la suspension, le débiteur ne peut être poursuivi pour inexécution du contrat et toutes clauses liées à cet effet ne peuvent être invoquées ;

Aussi, la jurisprudence évoquée par la défenderesse ne concorde pas au cas ;

Elle déclarait que la demande de dommage et intérêts se fonde sur la mauvaise foi du défendeur pour avoir payé ses camionneurs irrégulièrement et pour avoir rompu abusivement le contrat qui les lie en violation de l'article 5 du contrat ;

Par conclusions en duplique en date du 18 juillet 2024, la société AGL réitère ses demandes précédentes en soutenant le défaut de qualité et d'intérêt de la demanderesse à réclamer les frais d'immobilisation des camions car lesdits frais sont versés aux véritables propriétaires ;

Elle expliquait qu'il ne s'agissait pas d'une action en responsabilité contractuelle car les frais d'immobilisations ne sont pas des frais contractuellement convenus et que l'immobilisation ne résulte pas d'un manquement contractuel ;

Elle estimait qu'il n'y a pas d'amalgame entre l'action en responsabilité contractuelle concernant les parties à un contrat et l'action en indemnisation appartenant à celui qui a subi le préjudice ;

N'ayant subi aucun préjudice direct et personnel du fait de l'immobilisation des camions, la demanderesse ne saurait en demander indemnisation en invoquant à tort l'article 1239 du code civil ;

Elle ajoutait qu'il n'y a jamais eu d'entente entre elles relativement à l'application de l'arrêté de 1984 ; que la résiliation du contrat est intervenue face au refus de la demanderesse d'exécuter ses obligations de transport sous réserve du paiement par la société AGL de tous ses soldes et les frais d'immobilisation en violation de l'article 3.2 du contrat ;

Elle déduit que la situation d'urgence ainsi que l'inexécution de la demanderesse de son obligation de transport justifient la substitution des conducteurs au transporteur de même que la rupture du contrat pour force majeure ou inexécution des obligations contractuelles ;

Elle indiquait conformément à la jurisprudence constante que la demanderesse doit justifier d'un préjudice direct et personnel pour prétendre à une réparation en évoquant les articles 1150 et 1151 du code civil ;

DISCUSSION

En la forme

Du caractère de la décision

Les parties ont été représentées par leur conseil respectifs ; il sera statué par jugement contradictoire à leur égard ;

De la fin de non-recevoir

La société Africa Global Logistics sollicite du tribunal de déclarer irrecevable l'action de la société Performance Transport Logistique pour défaut de qualité ;

Celle-ci sollicite de rejeter cette demande comme étant mal fondée ;

Aux termes de l'article 13 du code de procédure civile « **est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir** » ;

Selon l'article 139 du même texte « **constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire**

irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée ».

Il importe de relever les parties sont liées par un accord de collaboration commerciale ; la demande en paiement des frais d'immobilisations est intervenue dans le cadre de l'exécution dudit accord ;

Ainsi, contrairement aux prétentions de la société Africa Global Logistics, la société Performance Transport Logistique n'a pas besoin de prouver qu'elle est propriétaire d'un seul camion pour justifier son droit d'agir s'il est indéniable qu'elle les avait exclusivement mis à la disposition de celle-ci avec des personnels qualifiés conformément aux dispositions de l'article 3.1 de l'accord du 1^{er} mars 2022 qui lie les parties ;

Si elle s'estime en droit de réclamer des frais liés à leur immobilisation et des dommages et intérêts, c'est parce que lesdits camions sont utilisés en exécution de l'accord de collaboration ci haut évoqué ;

Ainsi, il convient de rejeter cette fin de non-recevoir comme étant non fondée ;

De la recevabilité de l'action

L'action de la société Performance Transport Logistique a été introduite suivant les formes et délais légaux, elle sera déclarée recevable ;

DISCUSSION

Des frais d'immobilisations

La société Performance Transport Logistique sollicite du tribunal de condamner la société Africa Global Logistics Niger à lui verser la somme de de 576 000 000 FCFA pour dix (10) mois d'immobilisation des camions ;

La société Africa Global Logistics sollicite le rejet de la demande car elle a procédé au paiement des frais liés à l'immobilisation aux propriétaires de camions du fait de la résiliation de l'accord de collaboration et qu'il s'agissait d'un cas de force majeure exonérant les parties de toutes responsabilités contractuelles ;

La société Performance Transport Logistique soutenait que le paiement de ces frais entre les mains des conducteurs ne peut lui être opposé car ils n'ont pas la qualité pour percevoir de tel paiement sans passer par elle en vertu de la relation commettant et préposé qui les lie et qu'ils n'ont aucun lien juridique avec la défenderesse pour les saisir directement ;

Cette dernière soutenait que le contrat de transport étant résilié suite au refus de la société Performance Transport Logistique d'accepter le montant proposé à titre de frais d'immobilisation malgré la mise en demeure de 48 h adressée à celle-ci, les conducteurs ont accepté ledit montant et transporté la marchandise à bon port ; elle estime que celle-ci est mal fondée à contester ledit paiement car elle ne prouve ni une violation contractuelle ni de préjudices direct et personnel ni avoir injecté des frais en vertu de l'article 12 de l'acte uniforme sur le transport de marchandise ;

Il ressort des pièces du dossier et des débats à l'audience qu'après l'échec des négociations des parties au contrat de transport de marchandise sur le calcul des frais d'immobilisation, la société Africa Global Logistics adressait par courrier à sa cocontractante une mise en demeure d'accepter la somme de 3 000 000 FCFA par camion sous peine de résiliation du contrat après 48 H ; celle-ci ayant refusé, lesdits frais furent payés directement aux conducteurs de camions qui ont accepté et transporté les marchandises ;

Il faut relever les frais d'immobilisations sont perçus en matière de transport de marchandise comme une réparation liée au préjudices nés de l'immobilisation des véhicules de transport de marchandise du fait d'une situation comme la fermeture des frontières ;

Il est vrai comme l'a soutenu la société Performance Transport Logistique que l'immobilisation des véhicules est le fait du donneur d'ordre qui refusait le contournement et ne donnait pas d'autres instructions à cet effet donc il doit supporter les frais qui en découleront ;

Il est aussi juste comme le soutenait la défenderesse que lesdits frais ne sont pas prévus dans l'accord de collaboration ;

En effet, ces frais seraient devenus un avenant de l'accord si les parties ont réussi à s'entendre sur le montant et les modalités de son calcul mais les parties n'ont pas eu d'accord à cet effet ;

Aussi, la société Africa Global Logistics qui n'optait pas pour le contournement en soutenant que ledit contournement, en l'absence de la levée des sanctions communautaires, serait pour elle et ses partenaires une violation de son code de conduite est tenue à la réparation des préjudices qui découleront de ladite immobilisation même si elle évoque, par ailleurs, la force majeure ;

Il s'ensuit que face au rejet du montant par sa cocontractante, ledit montant est versé au conducteur des camions qui l'ont reçu contre décharges après la lettre de mise en demeure de résiliation du contrat ;

Il est indéniable que le paiement dudit montant entre les mains des conducteurs en réparation du préjudice né de l'immobilisation des camions est valable et ne peut constituer une violation de l'accord de collaboration susceptible d'engager la responsabilité contractuelle de la société défenderesse ;

Ainsi, la société Performance Transport Logistique ne peut opposer à la société Africa Global Logistics les dispositions de l'article 1239 du code civil pour le paiement qui a été effectué entre les mains des conducteurs alors qu'ils en ont effectivement droit ; en effet, non seulement les négociations sur les frais d'immobilisation ont été menées en leur nom en mettant leur intérêts en avant, y égard aux échanges de courriers entre les parties, mais aussi il est évident qu'ils ont subi un préjudice personnel et direct du fait de ladite immobilisation pour avoir été exposés durant des mois au temps et aux aléas sur la route en surveillant les marchandises ;

Même si la demanderesse estime qu'il n'existe aucun lien contractuel entre les conducteurs et la société défenderesse il n'en demeure pas moins que ledit lien peut se créer à tout moment ; l'acceptation du montant et le transport de la marchandise à destination par les conducteurs peut justifier la naissance dudit lien qu'on ne saurait ignorer ;

Ainsi, , la société Performance Transport Logistique ne peut réclamer à nouveau le paiement de frais d'immobilisation

auprès de sa cocontractante sur la base de la responsabilité contractuelle si aucune autre réclamation n'émane des chauffeurs ou des propriétaires des camions et en l'absence de toute preuve de dépenses engagées par elle pour l'exécution d'instruction du donneur d'ordre en vertu de l'article 12 de l'acte uniforme relatif au transport de marchandise évoqué par celle-ci ;

Au regard de ce qui précède, il y a lieu de débouter la société Performance Transport Logistique de sa demande en paiement de frais de transport ;

De la demande en réparation

La société Performance Transport Logistique sollicite du tribunal de condamner la société Africa Global Logistics à lui verser la somme de 200 000 000 FCFA pour rupture abusive de contrat et mauvaise foi dans l'exécution du contrat et 15 000 000 FCFA à titre de frais irrépétibles dont distraction au profit de son conseil ;

La société Africa Global Logistics sollicite le rejet de la demande en soutenant que la résiliation du contrat est intervenue face au refus de la demanderesse d'exécuter ses obligations de transport sous réserve du paiement de tous ses soldes et les frais d'immobilisation en violation de l'article 3.2 du contrat ;

Selon l'article 1134 du code civil « **les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.**

Elles doivent être exécutées de bonne foi »

Il ressort du dossier que la société Africa Global Logistics Niger négociait les frais d'immobilisation des camions avec la société Performance Transport Logistique qui refusait le montant proposé ; par lettre du 26 Mars 2024, celle-ci mettait en demeure la société demanderesse d'accepter la proposition de 3 000 000 FCFA par camion sous peine de résiliation du contrat après 48h ;

Ainsi, elle décidait de la résiliation dudit contrat en soutenant que la rupture du contrat est due par l'inexécution des obligations contractuelles par la société Performance Transport Logistique ;

Il ressort de l'accord des parties à son article 5 que **« chaque partie pourra le résilier à tout moment après un préavis de trois mois, notifié à l'autre partie »** ;

Il en résulte que celui qui prend l'initiative de la rupture doit donner un préavis de trois mois à son cocontractant ;

La défenderesse, qui justifie ladite résiliation du contrat par la mauvaise foi et l'inexécution contractuelle de sa cocontractante, ne se donnait pas la peine de respecter les termes dudit accord ; en effet, elle lui adressait juste une lettre de mise en demeure d'accepter le montant qu'elle propose sous 48 H alors qu'elle a évoqué le long de ses écritures que les parties étaient face à une situation de force majeure qui ne permettait pas l'exécution du contrat ; comment peut-elle fonder sa décision de résiliation sur une inexécution contractuelle ;

Elle estime que la société Performance Transport spéculait sur les frais de transport en mettant en avant les conducteurs qui refusaient le montant proposé prouvant ainsi sa mauvaise foi en voulant tirer profit de la situation et s'enrichir à son détriment ;

Il convient relever que la négociation en matière commerciale suppose que chaque partie espère tirer le plus grand profit ou avantage y relative sans que cela constitue une mauvaise foi de la part d'un partenaire pour justifier la résiliation du contrat sans aucune sommation à cet effet ; la mise en demeure par lettre sans aucun accusé de réception ne saurait remplir les conditions d'une sommation faite en bonne et due forme en respectant les délais de préavis contractuels ; la rupture de l'accord, dans ces conditions, est abusive ;

Cette rupture abusive a engendré des préjudices énormes à la société Performance Transport Logistique, en tant que commerçante, qui compte sur ledit accord pour accroître ses bénéfices et agrandir ses affaires ; néanmoins, cette dernière ne saurait reprocher la mauvaise foi à sa cocontractante pour avoir payé les frais d'immobilisation directement aux conducteurs de camion alors qu'elle est libre de contracter avec qui elle veut ;

Il s'ensuit que le préjudice qui mérite réparation de la part de la société Africa Global Logistics est celui né de la rupture abusive de l'accord de collaboration ; qu'il est, également, évident

que la demanderesse a exposé des frais pour faire entendre sa cause ;

Il faut relever que la demande en réparation de préjudices, bien que fondée dans son principe, est néanmoins exagérée dans son quantum ; il convient de la ramener à un juste montant en allouant à la société Performance Transport Logistique la somme de trente millions (30 000 000) FCFA à titre de réparation de toutes causes de préjudices confondus, la déboute du surplus ; il y a lieu de condamner la société Africa Global Logistics à lui verser ladite somme ;

Des demandes reconventionnelles

Selon l'article 102 du code de procédure civile que « **la demande reconventionnelle est formée par le défendeur en réplique à la demande principale pour obtenir un avantage distinct du seul rejet de la prétention de son adversaire** » ;

En l'espèce, la demande principale ayant abouti sur l'un de ses aspects, la demande reconventionnelle ne saurait alors prospérer ;

Il y a lieu d'en débouter la défenderesse ;

De l'exécution provisoire

La société performance Transport Logistique sollicite du tribunal d'ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours et avant enregistrement ;

Il ressort des dispositions de **l'article 51, al. 2 de la loi 2019-01 du 30 avril 2019 sur les tribunaux de commerce que l'exécution du jugement, lorsque le taux de la condamnation est supérieur ou égal à cent millions (100.000.000) francs CFA, nonobstant appel, l'exécution provisoire peut être ordonnée et sans caution** ;

Il importe de relever que l'exécution provisoire, prévue à l'article précité, est une faculté qui dépend du pouvoir d'appréciation du juge ;

Ainsi, la demanderesse a été déboutée de sa demande en paiement ; que seule la demande en réparation de préjudice a abouti ; la réparation d'un préjudice ne constitue pas une urgence pour laquelle l'exécution provisoire avant enregistrement serait ordonnée ;

Aussi, il y a lieu de débouter la demanderesse de sa demande et de dire qu'il n'y a lieu à exécution provisoire ;

Des dépens

La société Africa Global Logistics a succombé au procès ;
il y a lieu de la condamner aux dépens ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier ressort :

- **Rejette la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité soulevée par la société Africa Logistics Niger ;**
- **Déclare recevable l'action de la société Performance Transport Logistique, régulière en la forme ;**
- **Au fond, la déboute en sa demande de paiement de frais d'immobilisation, comme étant mal fondée ;**
- **Par contre, déclare fondée sa demande en réparation pour rupture abusive de contrat ;**
- **En conséquence, lui alloue la somme de trente millions (30 000 000) FCFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;**
- **Condamne la société Africa Global Logistics Niger à lui payer lesdits montants ;**
- **Déboute la société Africa Global Logistics Niger de ses demandes reconventionnelles ;**
- **Dit qu'il n'y a pas lieu à ordonner une exécution provisoire ;**
- **Condamne la société Africa Global Logistics Niger aux dépens.**

Avis du droit d'Appel : (08) jours devant la chambre spécialisée en matière commerciale de la Cour d'Appel de Niamey à compter du prononcé de la décision par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de céans ou par voie d'huissier.

Ont signé les jour, mois et an que dessus.

La présidente

La greffière

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME
NIAMEY, LE 11/09/2024
LE GREFFIER EN CHEF